

«Populisme» : faut-il avoir peur du peuple ?



<http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2014/05/09/31001-20140509ARTFIG00280-populisme-faut-il-avoir-peur-du-peuple.php>



Nigel Farage le président de l'UK Independence Party *Crédits photo : ADRIAN DENNIS/AFP*

FIGAROVOX/OPINION - François Hollande a déclaré vouloir s'engager contre le populisme qui monte en Europe. Pour Jean-David Sichel, le populisme ne doit pas devenir l'invective dont on se sert pour ignorer les angoisses des électeurs.

Jean-David Sichel est juriste.

L'actualité livre chaque semaine son nouveau lot de populistes qui, la plupart du temps, s'ignorent.

Le dernier en date, Laurent Wauquiez¹, vient de gagner son ticket d'entrée dans ce club de plus en plus...populaire, sans probablement l'avoir souhaité. Une attitude critique à l'égard de l'Union Européenne, de son fonctionnement et de ses fins a valu à M. Wauquiez ce brevet de quasi-infréquentabilité et quelques aigreurs discourtoises.

Il rejoint ainsi une cohorte contemporaine composée en France de personnalités aussi diverses qu'Arnaud Montebourg², Philippe de Villiers, Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon, Henri Guaino et à l'étranger Vladimir Poutine, Geert Wilders aux Pays-Bas, Nigel Farage³ au Royaume-Uni et bien d'autres personnages à travers le monde. En leur temps, Philippe Séguin et le Général de Gaulle auraient peut-être aussi été rangés dans cette catégorie hétéroclite, qui sait?

A l'heure actuelle, nous ne savons pas quel sort sera réservé à Jean Arthuis, centriste renommé ayant récemment mis en garde dans FigaroVox⁴ les décisionnaires européens, arguments sérieux à l'appui, sur les effets particulièrement néfastes du projet d'accord commercial transatlantique: souverainisme européen donc populiste ou pas?

Une bonne raison pour s'interroger sur ce que recouvre aujourd'hui le populisme.

A s'en tenir à l'étymologie, le populisme consisterait en une tendance politique tendant à favoriser indûment les opinions du peuple au détriment des élites. Etre populiste, dans le sens où ceux qui l'emploient cherchent à le faire comprendre, c'est user de démagogie: flatter les opinions et préjugés populaires en les suscitant et/ou les exacerbant pour mieux manipuler la foule. Faire croire au peuple qu'il a raison et est un recours.

En se fondant sur cette définition, la plus couramment acceptée et nécessairement péjorative, on est immédiatement frappé par cette contradiction tenant à la nature même de la démocratie: le système démocratique n'est-il pas celui dans lequel le peuple choisit, directement ou indirectement, ses représentants chargés de mettre en œuvre une politique souhaitée par lui (ou plutôt par la majorité)?

Dans cette optique, les élus ont nécessairement à tenir compte des souhaits exprimés par le peuple qui les mandate et seraient donc, par définition, populistes. S'ils ne le sont pas, soit ils ont trompé leurs électeurs en exécutant une politique différente de celle proposée durant leur campagne soit, par le mystère d'un système dévoyé, ils sont obligés, malgré l'élection, d'imposer une politique qui va à l'encontre des souhaits populaires. La contradiction se renforce eu égard au discours répété du personnel politique sur son souhait de proximité avec «les gens».

Mais cet appel au peuple est-il nécessairement mauvais dans une démocratie ?

Par ailleurs, la frénésie de sondages du personnel politique français pour coller au plus près des aspirations populaires et prendre les décisions au jour le jour est paradoxal: pourquoi vouloir tant sonder le peuple si l'on part du postulat que celui-ci, lorsqu'il est consulté soit a tort soit ne répond pas à la question ou bien encore souhaite qu'on l'interroge sur des sujets qui ne sont pas convenables? Et en quoi interroger en permanence des échantillons de gens est-il moins populiste que le test grandeur nature du référendum? Moins démocratique et opaque certainement en tous cas.

Du point de vue formel, il est assez fréquent de lire et d'entendre que sont populistes les tenants de la démocratie directe, favorables aux référendums et consultations populaires. Mais cet appel au peuple est-il nécessairement mauvais dans une démocratie?

La France offre très peu de jurisprudence en ce domaine: le plus récent exemple est le suffrage populaire négatif sur le référendum de 2005 à propos de la Constitution européenne, qui a été en quelque sorte «annihilé» par le traité de Lisbonne adopté par voie législative en 2007. Exemple rare donc mais hélas révélateur: en effaçant ainsi le vote populaire, le politique a certainement renforcé le populiste.

La Suisse offre des exemples plus fréquents via le système des votations. Que constate-t-on? Que la plupart des votations, dont celle sur le plafonnement des rémunérations de dirigeants, n'entraîne aucune réaction défavorable alors que les votations portant sur des questions d'identité suscitent des récriminations.

On doit en conclure que ce n'est pas la forme (la démocratie directe via référendum) qui pose problème à certaines personnes puisque le résultat de nombre de votes populaires ne semble poser aucune difficulté. En voyant le verre à moitié plein, ce constat est une bonne nouvelle car il prouve aux tenants acharnés de la seule représentation indirecte (en général, les élus évidemment) que la légitimité provenant d'une consultation populaire n'est pas nécessairement, en démocratie, une mauvaise chose... Au contraire, dans des moments où la cohésion nationale est sur le point de se défaire sur certains sujets cruciaux, la légitimité populaire devrait apparaître, à condition de respecter sa décision évidemment, comme un recours.

A condition toutefois que le fond, les sujets de vote, soient les «bons», entend-on souvent.

Quels sont donc les « bons » sujets sur lequel les politiques peuvent s'exprimer sans être populistes et les mauvais sur lesquels le peuple ne doit surtout pas être interrogé et encore moins voter ?

Ce qui conduit à s'interroger: quels sont donc les «bons» sujets sur lequel les politiques peuvent s'exprimer sans être populistes et les mauvais sur lesquels le peuple ne doit surtout pas être interrogé et encore moins voter? La question est centrale puisqu'elle détermine selon la terminologie actuelle le populisme.

Jouer sur les passions égalitaires en taxant à mort les «riches», quitte à rapidement appauvrir le pays tout entier, n'est-ce pas démagogique, populiste? Il ne semble pas.

Flatter les instincts en réinstaurant la retraite à 60 ans, quitte à ruiner tout le système de répartition, est-ce populiste? Apparemment pas.

Jouer sur les peurs millénaristes et écologiques en rendant constitutionnel le principe de précaution, quitte à tuer tout esprit de recherche et de risque, n'était-ce pas populiste? Sans doute pas aux yeux de la classe politique et médiatique quasi-unanime sur le sujet en 2005.

«Etre proche des gens et de leur soucis» en criminalisant toujours plus d'interdits (fumer, faire un feu de cheminée, conduire, parler, rire d'une certaine manière, penser etc...), n'est-ce pas démagogique? Non parce que certains le souhaitent pour le bien de tous...

Evacuer les sujets gênants et élucubrer sur le football, ses chanteurs préférés, ses traumatismes de jeunesse parle certes aux gens, mais est-ce vraiment utile et n'est-ce pas aussi démagogique?

Ces exemples permettent de dresser une cartographie «en creux» des sujets que l'on pourrait qualifier de «populistes»: sécurité, souveraineté nationale, éducation, égalité emploi public-emploi privé, Union Européenne et euro, immigration, mondialisation.

Tenter la démocratie directe sur ces sujets, dont il faut reconnaître qu'ils ne sont pas négligeables pour la vie quotidienne de tous, est immédiatement suspecté de populisme car le peuple n'a ici droit qu'à la démocratie indirecte: il devra s'en remettre à des partis politiques qui, in fine, choisiront si le sujet vaut la peine d'être traité ou si, jugé trop dangereux, il doit être écarté.

Le populisme n'est donc pas nécessairement synonyme d'extrémisme politique. Il peut être porté par des personnes sincèrement attachées à l'expression démocratique réelle et non biaisée sur des sujets «sociétaux», régaliens et de souveraineté qui sont le socle de toute vie politique (qui décide? sur quels domaines de compétence? dans quelles limites?).

Etrange affaire donc que le populisme au sein de la démocratie qui renvoie à la méfiance innée des élites françaises pour la démocratie directe et la volonté des dirigeants de maîtriser sans interférence les éléments de langage et de pensée sur des thèmes centraux comme la souveraineté nationale. En réalité, derrière le mot «populisme», il n'y a à mon avis aucun concept très précis mais plutôt une invective servant à masquer l'angoisse voire la panique des élites face à une certaine crispation des électeurs qu'elles sont censées représenter et qu'elles contrôlent de moins en moins. Raison pour laquelle les populistes dénoncent souvent l'oligarchisme et la technocratie qui sont son double inversé.

Trahison des clercs, rien de neuf sous le soleil, dira-t-on. Peut-être mais avec la crise persistante, la mondialisation et les angoisses identitaires, le soleil est devenu brûlant et il semble que les peuples quels qu'ils soient cherchent maintenant à se mettre à l'abri. Ils peuvent certes se tromper lourdement sur la nature et le caractère bénéfique de cet abri mais qui sommes-nous pour juger et pourquoi les mépriser et leur en vouloir d'en rechercher un?

La rédaction vous conseille :

Faut-il s'abstenir pour dire non à l'Europe?⁵

Européennes: vers un raz-de-marée des «populismes»?⁶

La question européenne va-t-elle faire exploser l'UMP?⁷

Jean-David Sichel

Liens:

1 <http://plus.lefigaro.fr/tag/laurent-wauquiez>

2 <http://plus.lefigaro.fr/tag/arnaud-montebourg>

3 <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2014/04/14/31001-20140414ARTFIG00287-rencontre-avec-nigel-farage-le-britannique-qui-veut-faire-sauter-l-europe.php>

4 <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2014/04/10/31001-20140410ARTFIG00323-jean-arthus-7-bonnes-raisons-de-s-opposer-au-traite-de-libre-echange-transatlantique.php>

5 <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2014/05/09/31001-20140509ARTFIG00103-faut-il-s-abstenir-pour-dire-non-a-l-europe.php>

6 <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2014/05/01/31001-20140501ARTFIG00182-europeennes-vers-un-raz-de-maree-des-populismes.php>

7 <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2014/04/15/31001-20140415ARTFIG00081-la-question-europeenne-va-t-elle-faire-exploser-l-ump.php>